

Agence de Rennes

4 Rue de la Gare

35520 LA MEZIERE

Tel 02 30 96 47 05

rennes@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.10.0

Mission(s)

ATHAND, HAND, LP (L*+P1), SEI (*), TH, VIEL (*)

Nos références

350C250V (350-C-2025-001A)

Date

12/06/2025

MELESSE CONSTRUCTION EPICERIE SOLIDAIRE ET RESTAURANT DU COEUR

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	CC VAL D'ILLE-AUBIGNE - BRAUD Sandrine -	<i>Maître d'ouvrage</i>	sandrine.braud@valdille-aubigne.fr / stephane.deniel@valdille-aubigne.fr projets@prefigures.archi JLLEMAUFF@i2c-sa.fr
	DENIEL Stephane	<i>MOE architecte</i>	
	Préfigures - Sallé Benoit	<i>bureau d'études</i>	
	I2C - Le mAUFF		

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Thierry HUCHET - Vérificateur des installations électriques HT, Laurent GRICOURT - Le vérificateur de la réglementation thermique, Muriel FLOC'H

Le chargé d'affaire,
Thierry HUCHET

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 07/04/2025

Motif : mise à jour



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	10
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	11
VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP.....	17
VIII.3 - Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012.....	31
VIII.4 - Classement et référentiel.....	36
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	38
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	43

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

RICT APD

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 07/04/2025

Motif : mise à jour

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°350-C-2025-001A et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Thierry HUCHET

Vérificateur des installations électriques HT, Laurent GRICOURT

Le vérificateur de la réglementation thermique, Muriel FLOC'H

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Construction d'un bâtiment dédié à un restaurant du cœur et
une épicerie solidaire

La parcelle comprend un bâtiment avec un étage d'environ 200 m² d'emprise au sol, implanté en retrait, il ne fait pas parti des travaux.

Adresse de l'opération :

8 rue des Landelles

MELESSE

35520

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

721 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 11 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Etude de sol** - Date : 03/07/2024 - Réception : 03/04/2025
G1+ G2 AVP de CBTP

- **Plans architectes** - Date : 03/06/2025 - Réception : 10/06/2025
Plans PRO et DCE

- **Descriptifs** - Date : 06/2025 - Réception : 10/06/2025
descriptifs DCE PRO

- **Pré-étude structure** - Date : 03/06/2025 - Réception : 10/06/2025
principe de structure

- **Plans fluides**
plans fluides et elec

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - CC VAL D'ILLE-AUBIGNE

- * il a été fourni une étude G2 AVP, nous rappelons que l'étude G2 PRO est obligatoire. en cours

Assistant à Maître d'Ouvrage - PREPROGRAM

- * précisez la rugosité de terrain pour le calcul du vent.
- * sans pré étude structure nous ne pouvons émettre d'avis sur ce projet la classe d'emploi et de service devra être précisée.
- * précisez le référentiel aux règles PRO de 2012
- * La compressibilité de l'isolant sous chape devra être adaptée à l'usage prévu (risque de fissuration du revêtement liée aux tassements, et à la surcharge des planchers.).
- * Cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment à préciser.
- * Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions.

(Boutons moletés, à préciser)

Lot 102 - MOE architecte - Préfigures

- * La (les) classe(s) de résistance mécaniques des bois reste à préciser
- * Nous alertons la MOE sur le fait que l'ossature bois devra reposer pleinement sur le support béton, pas de calages autorisés, l'interface entre le maçon et le charpentier devra être étudié en amont. le charpentier devra réceptionner le support béton avant démarrage.
- * **toiture bac acier ou feuille d'acier** ? avec pente à 15 degrés.
précisez si un régulateur de condensation sera posé, une ventilation en faitage doit être prévue.
réponse MOE:
Régulateur de condensation type HAIRCOTHERM de Arcelor. Produits à base de composants poreux permettant l'absorption d'eau
"Mise en place de chatières en quinconce en point haut de la toiture acier pour assurer la ventilation haute (couverture acier)."

Dans le cas de pose en feuille d'acier la pose de support de pose de panneaux photovoltaïques ne sera pas possible (pas d'avis technique)

- * le support de bac acier ne doit pas être < à 60 mm conformément au DTU 43-35 (chevrons 45mm sur plans)
- * les places sont non cotés sur le plan Masse...
- * Si 1 seule caisse, celle-ci devra être accessible. à toute personne PMR.
à préciser dans l'aménagement.
- * Sans étude thermique complète, nous ne pouvons pas émettre d'avis circonstancié.

voir éléments nécessaires dans Documents à transmettre pour RT 2012 .

RT2012 Phase Conception

Le RSET(**xml**) reste à nous transmettre, avec l'étude thermique détaillée (catalogue des parois, des menuiseries, des ponts thermiques, des équipements) et la noticethermique du BET Fluides (détails des principes retenus, détails des isolants retenus, plans des zones chauffées/non chauffées, présence d'un réseau de chaleur à proximité, présence d'une voie classée vis à vis de la réglementation acoustique)

- * en attente de retour PC et CS

• *

Comportement au feu des matériaux

- matériaux M2 en revêtements latéraux ; ou CS3,d0, **à confirmer pour la fibre de bois**

- matériaux M1 en revêtements de plafonds ; ou B-S2, d0.

matériaux M4 en revêtements de sol fixe ;ou Dfl s2

- * la ouate de cellulose en toiture est un produit inflammable,
Les produits d'isolation acoustique, thermique ou autre, simples ou composites, dont l'épaisseur d'isolant est supérieure à 5 mm (10 mm en sol), doivent respecter l'une des dispositions suivantes :

a) Etre classés au moins :

A2-s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture ;

dans le cas contraire, Etre protégés par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer son rôle protecteur, vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé, durant au moins :1/4 heure pour les parois verticales et les sols ;1/2 heure pour les autres parois., à confirmer pour la toiture

Le rigidone est troué,il n'est pas un produit pareflamme 1/2 h comme le placoflam

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Etude géotechnique

VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

- Rapport essais à la plaque (EV2, EV1)

FONDATIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Plans de préfabrication - poutrelles - prédalles - dalles alvéolées - poutres
- Procès verbal d'essai béton
- Dallages - rapport essai à la plaque (Westergaard Ks, EV2, EV1) - note de calcul si charges lourdes - certificat ACERMI isolant
- Structure - Etat de conservation des bois (sondage notamment des planchers des pièces d'eau)
- Ossature bois - plans d'exécution - note de calcul- certificat de traitement - attestation de conformité CE

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois
- Couverture climat montagne - détails sur points singuliers - fixation arrêt de neige
- Couverture bac acier - fiche technique des bacs - plan de calepinage des bacs
- Couverture avec revêtement d'étanchéité - détail d'exécution - localisation des DEP et trop plein - système bicouche - renforcement au droit des cheminements techniques - distance entre émergence en toiture
- Couverture en grands éléments - bacs acier - traitement des émergences (système pipeco)
- Verrière - plan exécution ossature - épaisseur et nature vitrage
- Systèmes non traditionnels : avis technique

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre
- Murs rideaux - inertie profil
- Nature du produit de préservation des menuiserie bois
- Procès verbal classement F.A.S.T.
- Verrière - plan ossature - détail d'exécution - inertie profils
- Fermeture: justification de la classe de résistance des volets

PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications
- Plafonds longue portée : plans de pose, notes de calculs
- Plaques spéciales : avis technique

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

RÉGLEMENTATION THERMIQUE (RT2012, RT Globale, RT ELEMENT)

- Résultat d'étanchéité des réseaux aérauliques (Uniquement si une classe autre que par défaut et saisie dans le NDC)
- Attestation de la prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux.
- Attestation de pose d'isolants mis en place en fin de chantier
- Récapitulatif standardisé d'étude thermique au format .xml et .pdf
- Etude thermique complète par note de calcul thermique complète (sortie logiciel)
- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place
- Attestation d'autocontrôle des entreprises sur la bonne exécution des ouvrages (isolation, étanchéité à l'air...)

- Résultat des essais de perméabilité à l'air (projets soumis à la RT2012 : bâtiments d'habitation ou valeur autre que par défaut)
- Récapitulatif standardisé d'étude thermique simplifiée (projets soumis à RT 2012)

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Référentiel de calcul applicable	PM	référentiel de l'eurocode 5 et non CB 71
	Vent Zone de vent Catégorie de terrain Influence du relief Etude particulière au vent	AF	Zone 2
		AS	précisez la rugosité de terrain pour le calcul du vent.
	Neige Zone de neige et altitude Accumulations	AF	Région A1
	Charges d'exploitation Planchers Charges localisées d'équipements Charges de process Ancrages de sécurité	AF	les charges d'exploitations seront de 250 dan et 500 dan pour la partie commerce.
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	Moyens de l'étude géotechnique Mission confiée au géotechnicien Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	AS	il a été fourni une étude G2 AVP, nous rappelions que l'étude G2 PRO est obligatoire. en cours
		AF	<i>Les sondages pressiométriques sont des forages destructifs de diamètre 63 mm, avec mise en station d'une sonde pressiométrique à différentes profondeurs.</i>
	Contexte géotechnique Stratigraphie générale		Terre végétale sur 25 cm Remblais limon cailloutis (Brique) épaisseur 160 à 210 cm du TN Altérite Argileuse 430à 470cm du TN avec une PL de 1.33 à 1.53.
	Hydrogéologie - Niveaux de la nappe phréatique - Circulations d'eaux - Nappe artésienne captive ou circulations souterraines en charge Retrait-gonflement des argiles sous fondations et dallage	AF	Le secteur concerné par la présente étude se situe en zone non sujette aux débordements de nappes ou inondations de caves
	Agressivité chimique des eaux souterraines et des sols vis-à-vis des bétons enterrés	AF	Le secteur concerné par la présente étude se situe en zone d'aléa faible concernant le risque de retrait/gonflement des argiles
		PM	Agressivité des constituants du sol sur le béton : sur les eaux : <u>CO1 agressif béton XA3 minimum.</u>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Conclusions	PM	La profondeur minimale d'assise des fondations devra être à une profondeur minimale de 0,80 m/TN, Principe constructif : fondations superficielles: Compte tenu des résultats obtenus par les sondages géotechniques, et en considération de la qualité mécanique médiocre des terrains superficiels sur une épaisseur de 3 m, la solution la plus appropriée semble être l'implémentation des fondations de type puits (diamètre de 1 m au minimum), avec un ancrage minimal de 0,30 mètre au sein de l'argile d'altération. avec une contrainte de 0.5MPa le plancher devra être porté.
	TERRASSEMENTS		
	Talus courant en déblais		
	Remblais techniques		
	VOIRIES		
	Structure de chaussée / conception Couches de forme et de chaussée	AF	couche de forme en 30 cm de 0/63 sur l'ensemble du bâtiment.
	FONDATIONS		
	Principe constructif général Eléments constitutifs du système de fondations Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges		Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges (puits et longrines)
	Dispositions particulières Composition des bétons des fondations Pré-étude structure et descente de charges sur fondations	AF	<u>Fondations - Conception et dimensionnement</u> une pré-étude structure avec note d'hypothèses devrait être établie dès la phase conception en vue du dimensionnement des fondations. Semelles isolées et longrines, la dalle sera portée.
	Fondations superficielles ou semi profondes		
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
	Principe constructif général Eléments constitutifs du gros œuvre	AF	puits et longrines suivant pré-études stuctures.
	Dispositions particulières		
	Composition des bétons Classes d'expositions	AF	la classe de béton XA3 est a confirmer suivant analyse des prélèvements. vu sur plans bétons

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Soubassements</p> <p>CONSTRUCTION EN BOIS</p> <p>MATERIAU BOIS Maîtrise du risque sur les caractéristiques (caractéristiques mécaniques, humidité) Durabilité des bois - traitement</p> <p>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Dispositions constructives particulières Interfaces avec le gros-œuvre</p> <p>Façades ossature bois (FOB)</p> <p>STRUCTURE BOIS</p> <p>Principe constructif général Eléments constitutifs de charpente et structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charpente traditionnelle - Charpente fermettes - Planchers bois <ul style="list-style-type: none"> - Protection des planchers bois des locaux humides - Modes constructifs courants adaptés à l'usage et au contexte de l'ouvrage <p>Dispositions constructives particulières</p> <p>COUVERTURE / ZINGUERIE</p> <p>COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 mètres)</p>	<p>AF</p> <p>AS</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AS</p>	<p>Longrines en béton.</p> <p>La (les) classe(s) de résistance mécanique des bois reste à préciser classe d'emploi 2 et 3 pour les éléments exposés.(poteaux).</p> <p>Nous alertons la MOE sur le fait que l'ossature bois devra reposer pleinement sur le support béton, pas de calages autorisés , l'interface entre le maçon et le charpentier devra être étudié en amont . le charpentier devra réceptionner le support béton avant démarrage.</p> <p>sans pré étude structure nous ne pouvons émettre d'avis sur ce projet la classe d'emploi et de service devra être précisée.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Principe constructif général	AS	<p>toiture bac acier ou feuille d'acier ? avec pente à 15 degrés. précisez si un régulateur de condensation sera posé, une ventilation en faitage doit être prévue.</p> <p>réponse MOE: <i>Régulateur de condensation type HAIRCOTHERM de Arcelor. Produits à base de composants poreux permettant l'absorption d'eau"</i> <i>"Mise en place de chatières en quinconce en point haut de la toiture acier pour assurer la ventilation haute (couverture acier)."</i></p> <p><i>Dans le cas de pose en feuille d'aciers la pose de support de pose de panneaux photovoltaïques ne sera pas possible (pas d'avis technique)</i></p>
	Eléments constitutifs de la couverture adaptés à la toiture	AS	<p>le support de bac acier ne doit pas être < à 60 mm conformément au DTU 43-35 (chevrons 45mm sur plans)</p>
	Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture Respect du fonctionnement en toiture froide ou en toiture chaude	AF	
	Dispositions constructives particulières		
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES		
	Principe constructif général		
	OUVRAGES EN PAILLE		
	Remplissage isolant en paille	AS	<p>précisez le référentiel aux règles PRO de 2012</p>
	Principe constructif général Applications intérieures	AF	<p>Prévu en remplissage structure bois extérieur.</p>
	Dispositions constructives particulières Conditions hydriques	AF	<p>La durabilité des bottes doit être assurée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La protection de la paille contre l'eau en phase liquide, (ruissellements, remontées capillaires, infiltrations) La protection de la paille contre la vapeur d'eau (gestion de la résistance à la vapeur d'eau parements intérieurs et extérieurs) <p>précisez si un pare vapeur et pare pluie sera mis en œuvre et où?</p> <ul style="list-style-type: none"> - La protection de la paille contre les rongeurs <p>la paille devra avoir une hygrométrie de 20% maxi lors d sa mise en œuvre.</p> <p>réponse MOE:</p> <p><i>Pare-pluie au lot CHB indiqué dans le CCTP lot 02 CHB - page 6 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Panneau OSB 13mm fixé sur l'ossature et recevant le pare-pluie côté extérieur et pare vapeur côté intérieur au présent lot. - Pare-pluie : écran hautement perméable à la vapeur et étanche à l'eau, mise en oeuvre conformément aux dispositions de l'avis technique réf. DELTA VENT N de DORKEN ou équivalent.
	Perspiration = Transfert de vapeur d'eau		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Dispositions de protection en pied et en tête</p> <p>Interface avec d'autres ouvrages</p> <p>Bardages, vêtues</p> <p>Caractérisation de la paille</p> <p>- Modalités de contrôle</p> <p>GARDE-CORPS</p> <p>REVETEMENTS</p> <p>REVETEMENTS DE SOL</p> <p>Chapes</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Constitution adaptée à l'usage</p> <p>Dispositions particulières</p> <p>Type de chape</p> <p>Isolant</p> <p>Présence de siphon, pentes</p> <p>Locaux des Grandes Surfaces ou à charges d'exploitation élevées</p> <p>Carrelages</p> <p>Revêtements souples</p> <p>PARTITIONS</p> <p>CLOISONS</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Adaptation à la destination des locaux</p> <p>PLAFONDS</p> <p>Principe constructif général</p>	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p>	<p>Les détails fournis montrent l'existence de la protection contre les remontées par capillarité. La hauteur de protection au rejaillissement doit être de 20 cm fini, y compris pour le bardage, par rapport au TN extér,</p> <p>des fiches d'autocontrôles seront à nous fournir</p> <p>la composition et l'épaisseur de la chape est à nous préciser <i>Il s'agira d'une chape traditionnelle , la chape liquide est exclue (humidité du bois accrue)</i></p> <p>La compressibilité de l'isolant sous chape devra être adaptée à l'usage prévu (risque de fissuration du revêtement liée aux tassements, et à la surcharge des planchers.).</p> <p>l'ensemble des locaux, seront en sols souples ou textile. Le sol des sanitaires sera en carrelage. Les revêtements de sols devront satisfaire au classement U.P.E.C. (trafic intense U4 P3).</p> <p>précisez l'épaisseur des cloisons et des plaques. 160 mm</p> <p>La composition des plafond devra être compatible avec L'AM 8 voir mission sécurité.</p>

VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R162-8 à R162-13

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. R162-8 Art. R162-9 à R162-11	Code de la construction et de l'habitation	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
	Livre I, Titre VI, Chapitre II		
	Section 3		
	Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public		
	Domaine d'application	PM	
	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R162-8 à R162-12 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19	PM	
	Solution d'effet équivalent		
	Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs		
	I. - Usages attendus		
	Cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment	AS	Cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment à préciser.
	Lorsqu'il existe plusieurs cheminements, le ou les cheminements accessibles sont signalés de manière adaptée.		
	Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté est prévu à proximité de l'entrée du bâtiment et est relié à celle-ci par un cheminement accessible. Cet espace de stationnement adapté est signalé à l'entrée du terrain.		
	II. – Caractéristiques minimales		
	1° - Repérage et guidage		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Signalisation adaptée dès l'entrée du terrain, à proximité des places de stationnement adaptées et là où un choix d'itinéraire est donné</p> <p>Les éléments de signalisation sont conformes à l'annexe 3</p> <p>Le revêtement du cheminement présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement OU le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile et visuellement contrasté</p> <p>2° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente $\leq 5\%$ (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente $\geq 4\%$</p> <p>Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50 m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur de passage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Largeur $\geq 1,40$ m - Rétrécissement ponctuel entre 1,20 m et 1,40 m <p>Dévers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dévers $\leq 2\%$ <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour conforme à l'annexe 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Là où un choix de cheminement est donné - Devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatiques coulissants, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté)</p> <p>Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement.</p> <p>3° - Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2 cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passage libre d'au moins 2.20m de hauteur - Si élément situé à une hauteur inférieure à 2.20 m et en saillie de plus de 15 cm : Dispositif de rappel au sol conforme à l'annexe 4 <p>Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5.</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25 m si distance inférieure à 0,90 m du cheminement</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Signalisation adaptée dès l'entrée du terrain, à proximité des places de stationnement adaptées et là où un choix d'itinéraire est donné (non indiqué sur les plans)</p> <p>Réponse MOE:</p> <p>Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture et mise en place de panneaux de signalisation réglementaires (signalisation police) et signalétique pour handicapés et de plaques portant le nom des voies. <p>Prévision :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 ensemble : . 1 panneau PMR sur la place PMR. <p>penne de 2% suivant réponse de l'architecte.</p> <p>- Largeur $\geq 1,40$ m</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour conforme à l'annexe 2 :</p> <p>- Devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2 cm</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	<p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'article 14 (20 lux)</p> <p>Les feux tricolores installés sur les espaces extérieurs de l'établissement sont équipés de dispositifs répéteurs de feux de circulation conformes à l'annexe 8.</p> <p>Dispositions relatives au stationnement automobile</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Tout parc de stationnement comporte une ou plusieurs places de stationnement adapté</p> <p>Les places adaptées sont repérables par tous à partir de l'entrée du parc de stationnement.</p> <p>Les places adaptées sont situées au plus proche d'un cheminement accessible conduisant à une entrée ou une sortie accessible de l'établissement.</p> <p>Les places adaptées sont réalisées de telle sorte qu'un usager en fauteuil roulant puisse quitter l'emplacement une fois le véhicule garé.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Situation</p> <p>Les places de stationnement adaptées sont localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées à ceux-ci par un cheminement accessible.</p> <p>La borne de paiement est située dans un espace accessible.</p> <p>Dans les parcs de stationnement en ouvrage enterrés ou aériens, les places de stationnement adaptées peuvent être concentrées sur les deux niveaux les plus proches de la surface.</p> <p>2° - Repérage</p> <p>Repérage et signalisation des places adaptées conformes à l'annexe 3</p> <p>Marquage au sol et signalisation verticale des places adaptées</p> <p>3° - Nombre</p> <p>2% des places publiques si moins de 500 places sont prévues</p> <p>Au moins 10 places et définition par arrêté municipal au-delà de 500 places prévues</p> <p>4° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Espace horizontal au dévers près $\leq 2\%$</p> <p>Largeur 3,30 m</p> <p>Longueur 5 m</p> <p>Places adaptées en bataille ou en épi : sur-longueur de 1.20 m matérialisée sur la voie de circulation du parc de stationnement</p> <p>Cheminement horizontal au dévers près sur une longueur de 1,40 m à partir de la place pour accès à l'entrée du bâtiment ou ascenseur.</p> <p>5° - Atteinte et usage</p> <p>S'il existe un contrôle d'accès ou de sortie du parc de stationnement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel.</p>	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AF</p>	<p>Tout parc de stationnement comporte une ou plusieurs places de stationnement adapté</p> <p>Les places adaptées sont repérables par tous à partir de l'entrée du parc de stationnement.</p> <p>Les places adaptées sont situées au plus proche d'un cheminement accessible conduisant à une entrée ou une sortie accessible de l'établissement.</p> <p>Les places adaptées sont réalisées de telle sorte qu'un usager en fauteuil roulant puisse quitter l'emplacement une fois le véhicule garé.</p> <p>Les places de stationnement adaptées sont localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées à ceux-ci par un cheminement accessible.</p> <p>Marquage au sol et signalisation verticale des places adaptées</p> <p>2% des places publiques si moins de 500 places sont prévues</p> <p>les places sont non cotés sur le plan Masse...</p> <p>Cheminement horizontal au dévers près sur une longueur de 1,40 m à partir de la place pour accès à l'entrée du bâtiment ou ascenseur.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.4	<p>En l'absence d'une vision directe des accès ou sorties par le personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - tout signal lié au fonctionnement du dispositif d'accès est sonore et visuel ; - - les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le conducteur. <p>Caractéristiques des appareils interphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9 - - Un retour visuel des informations principales fournies oralement <p>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Niveau d'accès principal au bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.</p> <p>Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Accès horizontal et sans ressaut</p> <p>Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)</p> <p>2° - Repérage</p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Situé dans le champ visuel - - Situé à proximité immédiate de la porte d'entrée - - Conforme à l'annexe 3 <p>Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, détectable et n'est pas situé dans une zone sombre.</p> <p>3° - Atteinte et usage</p> <p>Systèmes de communication entre le public et le personnel ET dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ; - - Situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ; - - Repérables et détectables. <p>Système d'ouverture des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Dispositifs de déverrouillage électrique des portes utilisables avant refermeture</p> <p>Le bouton de déverrouillage de la porte présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.</p> <p>Les éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment sont conformes à l'annexe 3.</p> <p>S'il existe un contrôle d'accès à l'établissement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel.</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	<p>En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès par le personnel, les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le visiteur.</p> <p>Tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel.</p> <p>Caractéristiques des appareils interphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9 - Un retour visuel des informations principales fournies oralement <p>Dispositions relatives à l'accueil du public</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Tout aménagement, équipement ou mobilier situé aux points d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser ou pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée.</p> <p>Si plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'un au moins d'entre eux est rendu accessible dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides, - Il est prioritairement ouvert - Il est signalé de manière adaptée dès l'entrée. <p>Le dispositif d'accueil accessible bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée et toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle.</p> <p>Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>Les banques d'accueil et mobiliers en faisant office :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont utilisables par une personne en position « debout » comme en position « assis » - Permettent la communication visuelle de face, en évitant l'effet d'éblouissement ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel, entre les usagers et le personnel. <p>Lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La hauteur maximale est de 0,80 m ; - L'équipement présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. - La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors qu'un des points d'accueil est situé à un étage ou niveau non desservi par un ascenseur ou un élévateur. <p>Si accueil sonorisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique conforme à l'annexe 9. - Ce système est signalé par un pictogramme. - Les accueils des ERP remplissant une mission de service public ainsi que des ERP de 1ère à 4ème catégorie sont équipés obligatoirement d'une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9. <p>Eclairage du poste d'accueil selon article 14 (200 lux)</p>	HM	A respecter par l'exploitant
Art. 6	<p>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</p> <p>I. - Usages attendus</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales</p> <p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente $\leq 5\%$ (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente $\geq 4\%$</p> <p>Ressaut maxi de 2cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur de passage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Largeur $\geq 1,40\text{m}$ - Rétrécissement ponctuel entre 1,20m et 1,40m <p>Dévers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dévers $\leq 2\%$ <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatique coulissant, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté)</p> <p>Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement.</p> <p>3°- Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Passage libre d'au moins 2.20m de hauteur (réduit à 2.00m dans les parcs de stationnement) - - Si élément situé à une hauteur inférieure à 2.20m et en saillie de plus de 15cm : Dispositif de rappel au sol conforme à l'annexe 4 <p>Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5.</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° du II de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Croisement cheminement piétons et véhicules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Dispositif d'éveil à la vigilance conforme à l'annexe 7 pour les piétons - - Marquage au sol et signalisation indiquant aux conducteurs qu'ils croisent un cheminement pour piétons - - Si nécessaire, un dispositif complétant ou élargissant le champ de vision. <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)</p>	<p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p> <p>- Largeur $\geq 1,40\text{m}$</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	<p>Dans les restaurants et les débits de boisson :</p> <ul style="list-style-type: none"> -- Les allées structurantes ont une largeur minimale de 1,40 m et permettent à une personne en fauteuil roulant d'accéder depuis l'entrée de l'établissement aux emplacements accessibles, aux prestations offertes par l'établissement et aux sanitaires adaptés ; -- Les autres allées respectent à minima les largeurs fixées par le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. <p>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</p> <p>Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation \geq à 1,20m</p> <p>Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis</p> <p>Signalisation conforme à l'annexe 3 de l'ascenseur, l'élévateur, l'escalier ou l'équipement mobile si non visible depuis l'entrée ou le hall</p> <p>Lorsqu'il existe plusieurs ascenseurs, élévateurs, escaliers ou équipements desservant de façon sélective les différents niveaux, une signalisation conforme à l'annexe 3 aide l'utilisateur à choisir le dispositif qui lui convient. Pour les ascenseurs ou les élévateurs, cette information figure également à proximité des commandes d'appel.</p> <p>7.1. Dispositions relatives escaliers</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Les escaliers doivent pouvoir être utilisés en sécurité par les personnes handicapées y compris lorsqu'une aide appropriée est nécessaire. La sécurité des personnes est assurée par des aménagements ou équipements facilitant notamment le repérage des obstacles et l'équilibre tout au long de l'escalier.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Largeur \geq 1,20m</p> <p>Marches : hauteur \leq 16cm ; giron \geq 28cm</p> <p>2° - Sécurité d'usage</p> <p>Revêtement de sol permettant l'éveil à la vigilance par contraste visuel et tactile, en haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire</p> <p>Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuelle</p> <p>Nez de marches :</p> <ul style="list-style-type: none"> -- Contrastés sur 3cm en horizontal, -- non glissants, -- débord par rapport à la contre-marche \leq 10mm <p>Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)</p> <p>3° - Atteinte et usage</p> <p>Main-courante :</p> <ul style="list-style-type: none"> -- de chaque côté (sauf si escalier à fût central de diamètre \leq 40cm) -- Située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. (lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps. Lorsque le garde-corps a une hauteur supérieure à 1 m, il est muni d'une main courante située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m) 	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>- se prolonger horizontalement de la longueur d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales. (Dans les escaliers à fût central, cette disposition ne s'applique pas à la main courante côté fût si celle-ci présente un relief tactile permettant à une personne présentant une déficience visuelle de détecter la présence d'un palier)</p> <p>- être continue, rigide et facilement préhensible y compris sur chaque palier intermédiaire. Dans les escaliers à fût central, une discontinuité de la main courante est autorisée côté mur dès lors qu'elle permet son utilisation sans danger et que sa longueur est inférieure à 0,10 m</p> <p>- être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou à un contraste visuel.</p> <p>7.2. Dispositions relatives aux ascenseurs</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>3° - Appareil élévateur verticaux</p> <p>d) Les appareils élévateurs verticaux sont autant que possible libres d'accès. A défaut, un appareil élévateur est assorti d'un dispositif permettant à la personne handicapée de signaler sa présence au personnel de l'établissement. Ce dispositif de signalement répond aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est situé au droit d'une signalisation visuelle, tel qu'un panneau, pour expliciter sa signification ; 		
Art.8	<p>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Lorsque le cheminement courant se fait par un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique, celui-ci peut être repéré, détecté et utilisé par des personnes ayant une déficience visuelle ou des difficultés à conserver leur équilibre. Un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique est doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.</p>	PM	
Art.9	<p>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.</p> <p>Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	<p>En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restaurants</p> <p>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manoeuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe.</p> <p>Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.</p> <p>Absence de danger pour portes battantes et automatiques</p> <p>Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées.</p> <p>Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° - Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus.</p> <p>Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m</p> <p>Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m</p> <p>Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m</p> <p>Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m</p> <p>Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés)</p> <p>Les sas sont tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'intérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte, hors débattement éventuel de la porte non manoeuvrée ; - A l'extérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte. <p>2° - Atteinte et usage</p> <p>Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »</p> <p>Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés</p> <p>Temps d'ouverture automatique adapté</p> <p>Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux</p> <p>Effort nécessaire pour l'ouverture $\leq 50N$</p> <p>Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées</p> <p>3° - Sécurité d'usage</p> <p>Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement.</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	<p>Repérage des portes vitrées</p> <p>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public</p> <p>Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.</p> <p>La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.</p> <p>Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées.</p> <p>Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° - Repérage</p> <p>Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel</p> <p>Commandes repérables par contraste visuel ou tactile</p> <p>2° - Atteinte et usage des équipements</p> <p>Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)</p> <p>Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe</p> <p>Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de de vois, lire, entendre ou parler :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur entre 0.90 et 1.30 m - A plus de 40cm d'un angle rentrant de paroi ou d'un autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant <p>Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur ≤ 0.80m - Vide en partie inférieure de 0.30 m (profondeur) x 0.60 m (largeur) x 0.70 m (hauteur) <p>Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'une boucle magnétique - Signalisation par pictogramme <p>Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9.</p> <p>Eléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3.</p> <p>Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané</p> <p>Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.</p>	<p>HM</p>	<p>A respecter par l'exploitant</p>
Art. 12	<p>Dispositions relatives aux sanitaires</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible.</p> <p>Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés</p>	<p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Respect de la séparation par sexe si elle existe pour les autres cabinets d'aisance Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère	PM	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte
	Espace de manoeuvre (\varnothing = 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	Espace de manoeuvre (\varnothing = 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
	Si plusieurs cabinet d'aisance adapté par sexe, répartition équitable des cabinets d'aisance permettant le transfert à gauche et à droite		
	Cabinet d'aisance permettant les deux types de transfert		
	Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme.		
	2° - Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	Dispositif de fermeture de porte prévu au CCTP.
Art. 13	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	PM	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant
	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)
	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte	PM	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte
	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m	AF	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m.		
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie		
	Urinoirs ou sèche-mains en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	Dispositions relatives aux sorties		
	I. Usages attendus :		
	Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal		
Art. 14	II. Caractéristiques minimales :		
	Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.	PM	Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.
	Absence de confusion avec les sorties de secours		
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. Usages attendus :		
	La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.		
	Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.		
	II. Caractéristiques minimales :		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible - 20 lux pour les parcs de stationnement et leurs circulations piétonnes accessibles - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile <p>Extinction progressive en cas de temporisation</p> <p>Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence</p> <p>La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.</p>		
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art. 19	<p>Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence de caisses de paiement ou des dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série adapté et accessible par un cheminement accessible</p> <p>L'un d'entre eux est prioritairement ouvert</p> <p>II. - Caractéristiques minimales :</p> <p>Répartis de manière uniforme</p> <p>Caisses localisées sur plusieurs niveaux : application à chaque niveau</p> <p>1° Nombre</p> <p>1 par tranche de 20 (arrondi à la tranche supérieure)</p> <p>Si 1 seule caisse, celle-ci est accessible.</p> <p>2° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Possibilité d'usage en fauteuil roulant</p> <p>Largeur cheminement d'accès aux caisses, dispositif ou équipement de 0,90 m minimum</p> <p>Affichage du prix directement visible par l'utilisateur</p>	<p>HM</p> <p>AS</p> <p>AF</p> <p>PM</p>	<p>A respecter par l'exploitant</p> <p>Si 1 seule caisse, celle-ci devra être accessible. à toute personne PMR. à préciser dans l'aménagement.</p> <p>Largeur cheminement d'accès aux caisses, dispositif ou équipement de 0,90 m minimum</p> <p>Affichage du prix directement visible par l'utilisateur</p>
Art. 20	<p>Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.</p> <p>Dans les lieux publics privatifs tels que les chambres d'hôtel, des notices simplifiées indiquent comment activer le sous-titrage et l'audio-description.</p>		
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VIII.3 - Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012

OBJET DE LA MISSION :

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

RÉFÉRENTIEL:

- Articles R172-2, 3 et 1 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ; - Articles R173-1 R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation.
- Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 et décret n°2012-1530 du 28 décembre 2012 Relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
- Arrêté du 26 octobre 2010 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment
- Décret n°2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
- Arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>DISPOSITION GENERALE</p> <p>Application de la RT2012 suite à un contrat de louage d'ouvrage</p>	AS	<p>Sans étude thermique complète , nous ne pouvons pas émettre d'avis circonstancié.</p> <p>voir éléments nécessaires dans Documents à transmettre pour RT 2012 .</p> <p>RT2012 Phase Conception Le RSET(xml) reste à nous transmettre, avec l'étude thermique détaillée (catalogue des parois, des menuiseries, des ponts thermiques, des équipements) et la notice thermique du BET Fluides (détails des principes retenus, détails des isolants retenus, plans des zones chauffées/non chauffées, présence d'un réseau de chaleur à proximité, présence d'une voie classée vis à vis de la réglementation acoustique)</p>
Article L712-3	Bâtiment situé dans une zone délimitée par le ou les périmètres de développement prioritaire (Réseaux de chaleur).		
Art 1	<p>Domaine d'application</p> <p>Usage du bâtiment</p> <p>Catégorie du bâtiment</p>		
Art 2	Donnée climatique et exposition au bruit		
	<p>EXIGENCES DE PERFORMANCE</p>		
Art 7	<p>Est considéré comme satisfaisant à la présente réglementation thermique tout bâtiment neuf pour lequel le maître d'ouvrage est en mesure de montrer que sont respectées simultanément les conditions suivantes :</p> <p>Besoin bioclimatique : $B_{bio} \leq B_{bio_max}$</p> <p>Consommation d'énergie primaire totale : $C_{ep} \leq C_{ep_max}$</p> <p>Température Intérieure Conventionnelle : $T_{ic} \leq T_{icref}$</p> <p>Sont réputés respecter la réglementation: Les bâtiments dont les produits de construction et leurs mises en oeuvre sont conformes aux solutions techniques du titre IV</p>	SO	
Art 46 de l'Arrêté du 04/08/20	Application de la RE2020 sur un projet soumis à la RT2012		
	<p>ANALYSE NOTE DE CALCUL/PIECES ECRITES</p>		
Art 8	<p>Justificatifs des données d'entrées de calculs</p> <p>Justification de la perméabilité à l'air du bâtiment soit par mesure conformément à la norme NF EN ISO 9972 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air du bâtiment</p> <p>Justification de la perméabilité à l'air des réseaux aérauliques conformément à la norme FD E51-767 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques</p>		
Art 9	Justification de l'application des exigences		
Art 10	Utilisation d'un logiciel évalué		
	<p>ENVELOPPE</p> <p>Parois verticales</p> <p>Planchers bas</p> <p>Planchers hauts</p> <p>Menuiseries vitrées</p> <p>Ponts thermiques</p> <p>L8</p> <p>L9</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>L10</p> <p>Vérifications des surfaces et des linéaires</p> <p>Inertie</p> <p>EQUIPEMENTS</p> <p>Systèmes de chauffage</p> <p>Systèmes de refroidissement</p> <p>Systèmes de ventilation</p> <p>Systèmes d'eau chaude sanitaire</p> <p>Energies renouvelables</p> <p>Systèmes d'éclairage</p> <p>Application de Titre V</p> <p>CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS TOUT BÂTIMENT</p> <p>Etanchéité à l'air de l'enveloppe</p> <p>Maison individuelle : $Q_{4pa-surf} = 0,6m^3/h.m^2$ Habitation collective : $Q_{4pa-surf} = 1m^3/h.m^2$ Autre bâtiment</p> <p>Isolation thermique</p> <p>Art 18 Parois entre partie de bâtiment à occupation continue et occupation discontinue : $U < 0,36W/m^2.K$</p> <p>Art 19 Ratio ψ des ponts thermiques inférieurs à $0,28W/m^2SRT.K$</p> <p>Art 19 Planchers intermédiaires : Coefficient $\psi_9 < 0,6W/ml.K$</p> <p>Confort d'été</p> <p>Art 21 Locaux destinés au sommeil et de catégorie CE1 : Facteur solaire des baies \leq Facteur solaire de référence</p> <p>Art 22 Locaux CE1 et CE2 autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30% au moins et 10% pour les baies de grande hauteur ($h \geq 4m$)</p> <p>CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS MAISON INDIVIDUELLE</p> <p>Art 16 Toute maison individuelle doit recourir à une énergie renouvelable : - 2 m² de capteurs solaires thermiques pour l'ECS orientés Sud entre 20 et 60° - Raccordement à un réseau de chaleur utilisant 50% d'EnR - Démontrer que la contribution d'EnR est au moins égale 5kW.hEP/m².an - Production d'ECS par un ballon thermodynamique avec un COP>2 Production par une micro-cogénération avec $\eta_{th}=90\%$ et $\eta_{el}=10\%$</p> <p>Art 20 Accès à l'éclairage naturel : La surface totale des baies est supérieure ou égale à 1/6 de la SHAB.</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 23	<p>Excepté pour les maisons individuelles avec chauffage bois, les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou d'estimer la consommation d'énergie. Dans chaque habitation, cette information est délivrée selon la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chauffage - Refroidissement - Production d'ECS - Réseau prises électriques - Autres 		
Art 24 et Art 26	Dispositif de régulation automatique fonction de la température intérieure pour le chauffage et le refroidissement par local et dispositif manuel.		
Art 29	Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.		
Art 30	<p>Limitation de la déduction de la production d'électricité à hauteur de 12kW.hEP/m²</p> <p>$Cep(sans\ ENR) \leq Cep_max + 12kW.hEP/m^2$</p>		
CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS BÂTIMENT D'HABITATION COLLECTIF			
Art 23	<p>- Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou d'estimer la consommation d'énergie. Dans chaque habitation, cette information est délivrée selon la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chauffage - Refroidissement - Production d'ECS - Réseau prises électriques - Autres 		
Art 24 et Art 26	- Dispositif de régulation automatique fonction de la température intérieure pour le chauffage et le refroidissement par local et dispositif manuel.		
Art 25	- Vanne d'équilibrage en pied de colonne et dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation.		
Art 27	<p>- Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations et les parties communes par tranche de 100m² et pour trois niveaux maximum pour les circulations verticales.</p> <p>- Dispositif de mise en route automatique de l'éclairage interdit lorsque l'éclairage naturel est suffisant.</p>		
Art 28	- Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m ² et par niveau.		
Art 29	- Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.		
Art 20	<p>- Accès à l'éclairage naturel :</p> <p>La surface totale des baies est supérieure ou égale à 1/6 de la SHAB.</p>		
Art 30	<p>- Limitation de la déduction de la production d'électricité à hauteur de 12kW.hEP/m²</p> <p>$Cep(sans\ ENR) \leq Cep_max + 12kW.hEP/m^2$</p>		
CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS AUTRE QUE BÂTIMENT D'HABITATION			
Art 31	<p>- Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante :</p> <p>Chauffage par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct</p> <p>Refroidissement par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct</p> <p>Production d'ECS</p> <p>Eclairage par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique</p> <p>Réseau prises électriques par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique</p> <p>Centrales de ventilation par centrale</p> <p>Départ direct de plus de 80 Ampères.</p>		
Art 32	- Système de ventilation indépendant par type d'occupation, usages, émission de polluants.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 33	- Système spécifique de ventilation mécanique, si une modification manuelle est possible : mise en place d'une temporisation.		
Art 34	- Dispositif de régulation fonction de la température intérieure pour le chauffage et le refroidissement par local et dispositif manuel.		
Art 35	- Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoire. Ce dispositif ne peut être commun qu'à des locaux dont les horaires sont similaires et si la surface est < 5000m²SURT.		
Art 36	- Vanne d'équilibrage en pied de colonne et dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation.		
Art 37 et Art 38	- Dispositif d'extinction et d'allumage de l'éclairage manuel ou automatique en fonction de la présence pour chaque local. Si ce dispositif n'est pas situé dans le local, il doit permettre de visualiser l'état de l'éclairage dans ce local.		
Art 39	- Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations par tranche de 100m² et par niveau et trois niveaux maximum pour les circulations verticales.		
Art 40	- Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m² ou par niveau.		
Art 41	- Dans un même local, les points éclairés à moins de 5 mètres d'une baie sont commandés séparément dès lors que leur puissance dépasse 200W.		
Art 42	- Bâtiment à usage autre qu'habitation : Dispositifs spécifiques de ventilation pour les locaux refroidis.		
Art 43	- Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis.		
Art 44	- Dispositif de réglage manuel et automatique de la fourniture en froid en fonction de la température intérieure par local. Cas des planchers rafraîchissant : un dispositif pour 100 m²SURT maxi. Cas des systèmes à débit variable : un dispositif pour 100 m²SURT maxi.		
Art 45	- Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.		
DISPOSITIONS DIVERSES			
Art 51	- Cas des bâtiments où la température normale d'usage est > à 12 °C mais ne possédant pas de système de chauffage (. Ces locaux doivent respecter les exigences de moyens du titre III et l'exigence définie au I.2° de l'article 7 de l'arrêté du 26/10/12.		
Art 52	- Application au bâtiment avec une SRT et une surface de plancher PC < 50 m² Application aux surélévations et extensions de bâtiment suivant la surface réglementation thermique créée (SRT) : - Application aux surélévations et extensions de bâtiment suivant la surface réglementation thermique créée (SRT)		

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI :
- Moyens d'extinction fixes :
- Ventilation :
- Chauffage :
- Stockage combustible :
- Désenfumage :
- Cuisson :
- Ascenseur :

Date d'application du référentiel réglementaire : 07/04/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public :

Effectif du public : personnes

ème catégorie de type M

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 22/12/1981 portant approbation des dispositions particulières applicables au type M
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Autres prescriptions particulières :

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</p> <p>Section I - Classement des Etablissements</p> <p>GN 1 Classement des établissements.</p> <p>GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.</p> <p>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</p> <p>GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité.</p> <p>GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents.</p> <p>GN 6 Utilisation exceptionnelle des locaux.</p> <p>GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.</p> <p>Section III - Contrôle des Etablissements</p> <p>GN 11 Notification des décisions.</p> <p>GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.</p> <p>Section IV - Travaux</p> <p>GN 13 Travaux dangereux.</p> <p>Section V - Normalisation</p> <p>Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie</p> <p>Chapitre 1 - Dispositions Générales</p> <p>PE 1 Objet - Textes applicables</p>	<p>PM</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>PM</p> <p>HM</p>	<p>Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.</p> <p>le classement sera de type W et M</p> <p>Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.</p> <p>. La catégorie d'un tel groupement est déterminée d'après l'effectif total des personnes admises, obtenu en additionnant l'effectif de chacune des exploitations.</p> <p><i>le maitre d'ouvrage devra nous communiquer l'effectif du bâtiment existant.</i></p> <p><i>Effectif : 65 personnes pour le public, 15 personnes pour le personnel, 80 personnes au total</i></p> <p>Procédure d'adaptation des règles de sécurité.</p> <p>Etablissement comportant des locaux de types différents.</p> <p><i>L'application de cette règle impose par conséquent que l'effectif des personnes reçues dans chaque local soit calculé suivant les règles fixées dans les dispositions particulières du type d'établissement correspondant.</i></p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>. Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément ; <u><i>Vu au CCTP</i></u></p> <p>en attente de retour PC et CS</p> <p>Les constructeurs, propriétaires, installateurs ou exploitants, suivant le cas, doivent être en mesure de justifier, notamment lors des visites des commissions de sécurité et lors des vérifications techniques faites par les (Arrêté du 10 novembre 1994) « personnes ou » organismes agréés, que les matériaux et éléments de construction qu'ils utilisent ont un classement en réaction ou en résistance au feu au moins égal aux classements fixés dans la suite du présent règlement.</p> <p>A respecter par l'exploitant.</p> <p>Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 2	Etablissements assujettis	AF	type W L bureaux et M magasins
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	type M une personne pour 3 M² 103m² = 35 personnes partie bureau 15 personnes (<u>à confirmer par la maîtrise d'ouvrage</u>)
PE 4	Vérifications techniques		
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	SO	
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	bâtiment tiers à moins de 5 m application du CO8
PE 7	Accès des secours	AF	plancher ht < à 8 m
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	précisez comment seront isolés les bâtiment à risques ; locaux réserves , entretien technique. ils nous est confirmé qu'ils seront CF 1 h
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)		
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)		
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités		
PE11 §2	Portes	AS	Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions. <u>(Boutons moletés, à préciser)</u>
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	3 dégagements de 3 UP
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	Prise en compte de l'effectif "personnel"
PE11 §6	Escaliers encloués	SO	
PE 12	Conduits et gaines	SO	
Section II - Aménagements Intérieurs			
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AS	
			Comportement au feu des matériaux - matériaux M2 en revêtements latéraux ; ou CS3,d0, à confirmer pour la fibre de bois - matériaux M1 en revêtements de plafonds ; ou B-S2, d0. matériaux M4 en revêtements de sol fixe ;ou Dfl s2
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol		
Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier			
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.		
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 8	Produits d'isolation.		
		AS	<p>la ouate de cellulose en toiture est un produit inflammable, Les produits d'isolation acoustique, thermique ou autre, simples ou composites, dont l'épaisseur d'isolant est supérieure à 5 mm (10 mm en sol), doivent respecter l'une des dispositions suivantes :</p> <p>a) Etre classés au moins : A2-s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture ;</p> <p>dans le cas contraire, Etre protégés par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer son rôle protecteur, vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé, durant au moins :1/4 heure pour les parois verticales et les sols ;1/2 heure pour les autres parois., à confirmer pour la toiture</p> <p><i>Le rigitone est troué,il n'est pas un produit pareflamme 1/2 h comme le placoflam</i></p>
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements		
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.		
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.		
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.		
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.		
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.		
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.		
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.		
AM 17	Planchers légers surélevés.		
AM 18	Rangées de sièges.		
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol		
	Section III - Désenfumage		
PE 14	Désenfumage	SO	
	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration		
PE 15	Règles d'installation et dispositions générales		
PE15 §1	Application	PM	Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations d'appareils de cuisson ou de remise en température destinés à la restauration situés dans les locaux accessibles ou non au public.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE15 §2	Définition	PM	comme appareils de cuisson, les appareils servant à cuire des denrées comestibles, pour une consommation immédiate ou ultérieure, tels que fours, friteuses, marmites, feux vifs ; - comme appareils de remise en température, les appareils utilisés exclusivement pour le réchauffage des préparations culinaires tel que four de réchauffage.
PE 15 §3	Règles générales d'installation	AF	<i>précisez la puissance totale des appareils de cuisines</i> , si elle est > à 20 KW cette surface devra être considérée comme une grande cuisine avec l'application des articles PE16. <i>il nous est confirmé que la puissance sera < à 20 KW PE16 non applicable</i>
PE 15 §4	Caractéristiques des appareils	PM	Les appareils doivent bénéficier du marquage CE délivré dans les conditions des directives européennes
PE 15 §5	Fixation ou stabilité des appareils		
PE 15 §6	Dispositif d'arrêt d'urgence électrique		
PE 15 §6	Dispositif d'arrêt d'urgence combustible gazeux, liquide, vapeur.	AF	Précisez quelle sera l'alimentation des appareils de cuisson. <i>L'alimentation sera électrique</i>
PE 15 §7	Combustible liquide		
PE 16	Grandes cuisines		
PE 16 §1	Caractéristique des parois, planchers, portes, écran		
PE 16 §1	Portes à fermeture automatiques		
PE 16 §2	Système de ventilation		
PE 16 §2	Canalisations électriques alimentant les ventilateurs		
PE 17	Offices de remise en température		
PE17 §1	Appareils et énergies autorisées		
PE17 §2	Caractéristique des parois, planchers, portes		
PE17 §2	Portes à fermeture automatiques		
PE 17§3	Système de ventilation		
PE 19	Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public	AF	à confirmer suivant puissance totale.
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)		
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)		
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	PM	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)		
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques		
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion		
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	précisez le système de ventilation retenu,nous notons que les conduits seront métalliques. il s'agira d'une VMC.
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée		
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF	Mise en place de balisage électriques dans les circulations Nous notons la présence de panneaux photovoltaïques , précisez la puissance, et si ils seront destinés à la consommation personnelle ou revente totale. <i>réponse MOE:</i> <i>Les panneaux PV serviront à alimenter une boucle d'autoconsommation pour la Communauté de Communes Val d'Ille-Aubigné.</i> précisez où seront les commandes d'arrêt d'urgence. <i>dispositif de coupure d'urgence dans le SAS de l'entrée principale.</i>
	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants		
PE 25§3	Résistance au feu des parois et portes des gaines d'ascenseur.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs		
PE 26§2	Colonnes sèches		
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel		
PE 27§2	Alarme	AF	le système d'alarme sera de type 4 et sera indépendant.
PE 27§3	Téléphone		
PE27§4	Consignes		
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans		

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM		
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM		
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	HM		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants			
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre			
Section 3 : Quais et rampes de déchargement				
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM		
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM		
R4214-20	Nombre et implantation des issues	HM		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute			
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail			
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM		Voir mission spécifique
Chapitre V				
INSTALLATIONS ELECTRIQUES				Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM		Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-2	Dossier Technique	PM		
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.			
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses			
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.			
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.			
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.			
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)			
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.			
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)			
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension			
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.			
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)			
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.			
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.			
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.			

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-18	Installations des appareils	HM	
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables		
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)		
R4216-21-2	Dispositions spécifiques relatives aux installations électriques		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation	PM	
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-28	Responsabilité employeur		
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		A la charge de l'employeur
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure		
	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	- Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique.		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 23/06/19 78	Installations de Chauffage Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.		
Arrêté du 01/07/20 04	Installations de Stockage Produits pétroliers Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.		
Arrêté du 30/07/19 79	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.		
Arrêté du 23/02/20 18	Installations de Gaz Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion		
Arrêté du 22/10/19 69	Conduits de Fumée Conduits de fumée desservant les logements. DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013		PM Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi. PM Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire. HM L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant
Art 3 décret 2011-36	Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.	PM	
R142-3	Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.	PM	
R142-3 R142-2 R142-2	Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant Présence d'au moins un détecteur par logement.	HM	
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.		
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS		
	Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.		
	Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.		
	Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
Arrêté du 21/12/19 93	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section 1 - Définitions		
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.		
	Section 2 - Installations nouvelles		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.		
ART. 3	Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail.		
ART. 4	Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail.		
	Section 3 - Installations existantes		
ART. 5	Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles.		
ART. 6	Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2.		
ART. 7	Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail.		
Art. 8 à Art. 10	Section 4 - Maintenance et vérifications	PM	